

(vi) Renforcer les capacités institutionnelles de la FONDE pour améliorer la qualité de la gestion, la performance et l'impact de l'intervention 28

VII. ÉVALUATION GLOBALE ET OBSERVATIONS FINALES 29

VIII. LIMITES, CONTRAINTES ET RÉSERVES 29

IX. ANNEXES 30

Annexe 1: Questions d'évaluation..... 30

Annexe 2 : Liste des documents consultés 32

Annexe 3 : Personnes rencontrées durant la mission 33

Annexe 4 : Liste des abréviations 35

Annexe 5 : Résultats des Centres d'alphabétisation 36

Annexe 6 : Carte d'implantation des Centres d'alphabétisation dans les régions 40

I. Résumé

(i) Le projet

Ce rapport présente l'évaluation du projet « Renforcement de la citoyenneté et consolidation de la démocratie au Tchad » exécuté par la Fondation pour la Démocratie et le Développement (FONDE), en République du Tchad. La durée du projet s'est étendue du 1^{er} octobre 2008 au 30 septembre 2010. Ce projet intervient dans deux zones spécifiques : (i) en périphérie de la ville de N'Djamèna, et (ii) dans les régions du Logone, du Mayo-Kebbi, de la Tandjilé, du Logone Occidental, du Logone Oriental et de Chari-Baguirmi.

Le public cible est composé des trois groupes spécifiques :

- Des agents de développement, formateurs de formateurs et d'animateurs autochtones. Ces derniers verront leurs capacités renforcées.

En ce qui concerne l'i

indirects ont clairement contribué à une meilleure efficacité des activités de formation et d'alphabétisation. Il faut souligner la pertinence de la création de l'Observatoire permanent mais il demeure de récurrentes difficultés observées auprès des acteurs de la société civile qui peinent à s'entendre et à s'organiser efficacement sur ce plan. Cet

EXECUTIVE SUMMARY

(i) The project

This report presents the findings of the evaluation mission of the “Renforcement de la citoyenneté et consolidation de la démocratie au Tchad” (RCCDT) project. This project was implemented over a period of 2 years (1 October 2008 to 30 September 2010) by the Fondation pour la Démocratie et le Développement (FONDE) in two locations of the Republic of Chad: (i) in the outskirts of the city of N'Djamèna, and (ii) in the regions of Logone, Mayo-Kebbi, Tandjilé, Logone Occidental, Logone Oriental and Chari-Baguirmi.

The target audience included three specific groups:

- f* Development actors, trainers of trainers and of local facilitators. The latter received specific training in functional literacy and awareness-raising²;
- f* Vulnerable groups, farmers (women and men) who received functional literacy trainings;
- f* Ancillary employees of local, administrative and communal authorities for advocacy, lobbying and awareness-raising.

(i) Assessment of the project

II. ~~État~~

(i) Présentation du projet et objectifs de l'évaluation

Ce rapport présente les résultats de l'évaluation du projet « Renforcement de la citoyenneté

été organisée (1993) dans le but de définir les conditions du passage à la démocratie et à l'Etat de droit. Des organisations indépendantes de défense des droits humains ont été créées parmi lesquelles la Commission Nationale des Droits de l'Homme (CNDH)³. Les libertés fondamentales énoncées par la Constitution (1996) connaissent de nombreuses entorses dans ce pays marqué par les violences, un climat d'impunité, de corruption et une instabilité chronique depuis plus de 40 ans. Ce ne fut pas enclin à une protection des droits humains. Depuis décembre 1990 le gouvernement au pouvoir de M. Idriss Déby Itno a initié une ouverture démocratique, en rétablissant les libertés publiques, dont celles d'expression et d'association. Une société civile militante a émergé et s'illustre par des campagnes de dénonciation et de sensibilisation. Elle a aussi été à la pointe de certaines réformes institutionnelles dont la libéralisation du régime de la presse audiovisuelle et écrite.

Sur la situation actuelle en matière de droits humains, l'Ambassade des Etats-Unis au Tchad confirme dans son rapport annuel 2009 le maintien d'une situation déplorable où règnent des abus tels que des disparitions pour cause politique, les arrestations et détentions arbitraires, l'utilisation excessive de la force, les restrictions de la liberté d'expression, la discrimination ethnique et sexuelle, l'exploitation des enfants, etc.

Sur le plan politique, après avoir tiré des leçons concernant les faiblesses et contestations répétées des consultations électorales passées, la classe politique tchadienne a conclu, sous l'impulsion de l'Union Européenne, un nouveau consensus sur l'ensemble du dispositif électoral⁴ par l'Accord dit du 13 août 2007.

Des élections législatives, puis présidentielles et enfin locales devraient avoir lieu pour la quatrième fois⁵ au Tchad dans le courant du premier semestre 2011. Des listes électorales informatisées sont affichées depuis décembre 2010.

Cependant, une coalition de la société civile appelée CIEL⁶ (Coalition Indépendante pour les Elections Libres), après avoir déployé des observateurs dans les arrondissements de la capitale N'Djamena, a fait le constat alarmant suivant : faible mobilisation des électeurs, multitude d'électeurs potentiels étant analphabètes, omission, répétition, inversion de noms et numéros, absence d'agents de sécurité, listes vandalisées, etc. Toutes ces irrégularités sont vues par CIEL comme une atteinte aux droits des citoyens et entraîneraient « un risque réel de dérapage qui pourrait même influencer la suite des opérations », si elles n'étaient pas corrigées.

Au niveau administratif, le processus de décentralisation a débuté par le découpage du territoire en nouvelles entités administratives (sous préfectures et départements) et leur regroupement en 22 régions placées sous l'autorité des gouverneurs. Le but de ce processus en cours est de rapprocher les centres de décisions administratives des administrés, mais l'efficacité de la mesure dépendra de la mise en place des moyens administratifs et financiers permettant aux nouvelles entités de jouer pleinement leur rôle, ce qui n'est pas encore le cas. Le thème de la décentralisation reste donc un des défis principaux du contexte tchadien actuel. Les collectivités territoriales décentralisées⁷ sont appelées à exercer un rôle actif dans la gouvernance, la promotion de la démocratie et le développement local. Ceci entraîne la nécessité de renforcer les capacités de participation citoyenne des populations locales, notamment à travers l'exercice de leur citoyenneté dans les processus de consultations et dans les élections locales.

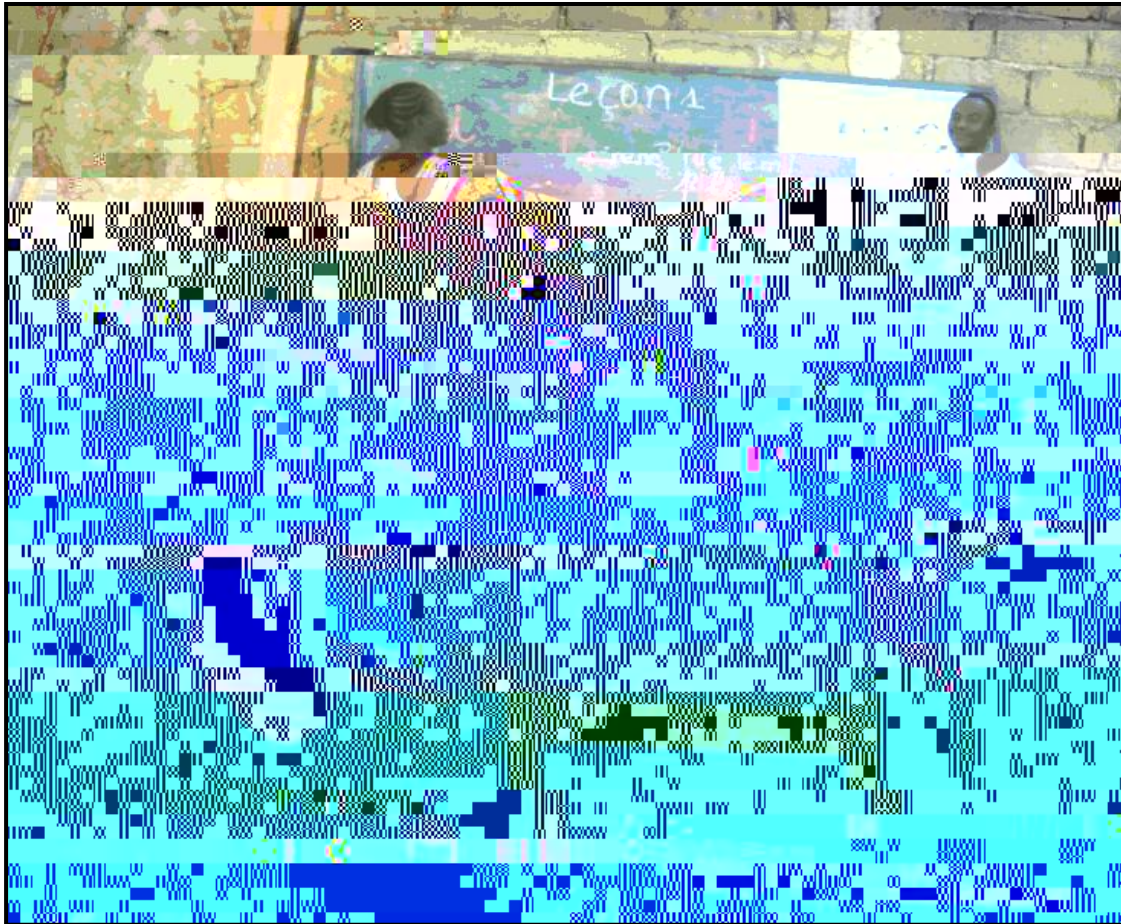
En outre, il ne faut pas négliger le cheminement réalisé par la société civile tchadienne depuis ces vingt dernières années. Les OSC de base sont actuellement très présentes et

³ Malgré le rôle fondamental que la CNDH a joué pour l'ensemble de la société tchadienne, elle souffre d'un manque aigu de moyens et est parfois accusée de pencher en faveur des autorités. En outre, une bonne partie de la population n'est simplement pas au courant de son existence et elle n'est pas du tout présente dans les provinces. Informations issues du rapport Human Rights Watch.

⁴ Cet accord statue sur les organes, mécanismes, textes de base, agenda, etc.

⁵ Le Tchad a organisé des électi(le1)pEMCb]TJ 0.0011 faut pas néglessn10(, m /Prinu t 10.98 esure351fCtprovi:matio14 T des114 des001 tat2007.

sociaux par les populations locales victimes des violations massives et systématiques des droits humains et de discriminations.



Séance d'alphabétisation à Wayla

(v) Autres initiatives dans le domaine

La tenue d'élections législatives et présidentielles crédibles en 2011 constitue l'un des principaux enjeux dans le cadre de la mise en œuvre de l'Accord politique inter-tchadien du 13 août 2007 et du processus de stabilisation et de consolidation de la démocratie au Tchad. Dans ce contexte, plusieurs initiatives visant le renforcement des différents aspects nécessaires pour la consolidation de la démocratie et l'exercice de la citoyenneté sont en cours. Les partenaires techniques et financiers (Coopération Suisse, USAID, UE, France, Allemagne et PNUD) maintiennent un dialogue bien structuré afin de coordonner les lignes de travail commun.

f'BDC

l'affichage et faire le plaidoyer (particulièrement auprès de la CENI) pour l'amélioration de l'appareil électoral.

Plusieurs initiatives s'orientent plutôt vers l'appui aux OSC. L'objectif est de promouvoir la mise en place de mécanismes et lieux de dialogue nécessaire pour que les OSC puissent jouer pleinement leur rôle en tant qu'acteurs de développement et maintenir un dialogue avec les acteurs étatiques notamment au niveau local. D'autres initiatives ont pour but l'appui à la bonne gouvernance politique et socioéconomique en tenant compte que les programmes de développement devront être exécutés avec l'implication et la participation des bénéficiaires. Les organisations de base et particulièrement les populations vulnérables ne disposent pas toujours des compétences nécessaires pour assurer un suivi et contrôle efficace, ce qui suppose une participation citoyenne dans la conception et priorisation des actions de développement local.

- f* Dans la zone d'intervention du projet, SWISSAID et l'UE développent un programme de soutien à la formation démocratique des groupes vulnérables à la base en mettant l'accent sur la promotion du développement participatif et équitable des femmes et des hommes. Dans le cadre de ce programme, la CELIAF apporte un soutien à une campagne d'encouragement pour la participation des femmes aux élections.
- f* La Commission Permanente Pétrole Locale (CPPL) est un réseau de plaidoyer, de lobbying et de monitoring qui a pour objectif de promouvoir une exploitation rationnelle des ressources naturelles tout en respectant les droits humains et l'environnement dans l'optique du développement durable du pays. Elle développe une action visant la création des commissions de défense des intérêts communautaires dans la même zone.
- f* Le nouveau Programme d'Appui à la Bonne Gouvernance (PAG) de l'UE a pour mission

III. Objectifs

(i) Objectifs et stratégie du projet

Le tableau qui suit présente la logique de l'intervention du projet déclinée en cinq résultats et trois objectifs spécifiques⁹. Globalement, les activités réalisées ont contribué à atteindre les objectifs identifiés initialement.

| A5 ¹⁰ | R5E6 | O5E6 |
|---|---|------|
| <p>Conception et publication d'un Manuel sur les libertés, les droits et les devoirs du citoyen</p> <p>Quatre séminaires de formation sur l'exercice de droits civiques et politiques du citoyen tchadien</p> <p>Quatre ateliers de formation sur les techniques d'alphabétisation fonctionnelle et conscientisant</p> <p>Soixante Centres d'alphabétisation dans les Communautés villageoises des deux zones d'intervention.</p> <p>Cinquante Panneaux sur les droits de la femme pour l'animation des cours d'alphabétisation</p> | <p>R5E6</p> <ul style="list-style-type: none"> - Alphabétisation et renforcement des capacités de la société civile rurale à l'exercice de libertés fondamentales et des droits et devoirs de citoyen dans 60 Communautés villageoises. - Indirectement : Actions de démultiplication et de dissémination opérées par les bénéficiaires dans leurs pools d'intérêts propres (partis politiques, familles, écoles...) <p>B5E6</p> <ul style="list-style-type: none"> - 60 agents multiplicateurs et alphabétiseurs formés - 60 Centres d'alphabétisation - Bénéficiaires de profils variés : environ 1995 apprenants des CA, dont 1624 femmes et un taux de déperdition de 3% | |

| | | |
|--|---|---|
| 120 visites d'accompagnement et conseil pour l'installation des Cellules de base des OSC et la mise en place d'un l'Observatoire permanent | <p>RE</p> <p>(i) Renforcement des capacités des bénéficiaires des CA (notamment des femmes) à participer aux processus électoral ; (ii) mise en place des contacts initiaux avec les autorités publiques locales, pour le suivi du déroulement du processus électoral.</p> <p>BE</p> <p>60 Centres d'Alphabétisation installés dans les deux zones d'intervention du projet</p> | |
| Suivi des comptes Vérification des rapports financiers | <p>RE</p> <p>La vérification des rapports financiers partiellement réalisée par la FONDE</p> | Renforcement des capacités de gestion de la FONDE. Maitrise de procédures exigées par le FNUD. |
| Suivi, évaluation et audit du projet | <p>RE</p> <p>Mécanismes de suivi Mécanismes de suivi partiellement appliqués, étant conditionnés par insuffisance des ressources humaines.</p> | |

(ii) Groupes bénéficiaires et approche de l'intervention

Le projet prévoyait l'intervention auprès de trois groupes bénéficiaires :

- f* Un total de 60 formateurs des formateurs et animateurs autochtones, responsables d'assurer la démultiplication des formations, ont bénéficié eux-mêmes des formations spécifiques portant sur (i) le droit de vote, l'exercice de la démocratie et les consultations électorales ; et (ii) sur les techniques d'alphabétisation fonctionnelle et conscientisante¹¹ ;
- f* Des agents de développement (OSC et organisations de base), des hommes politiques et des autorités locales, administratives et communales ont participé aux formations et sensibilisation sur la citoyenneté et les consultations électorales, pour être capables de diffuser ces apprentissages dans leurs propres communautés et auprès d'autres groupes des citoyens de proximité.
- f* Des femmes et des groupes vulnérables qui ont bénéficié des formations en éducation civique et des cours d'alphabétisation, favorisant leur participation aux élections et pour certains, leur implication dans des OSC rurales.

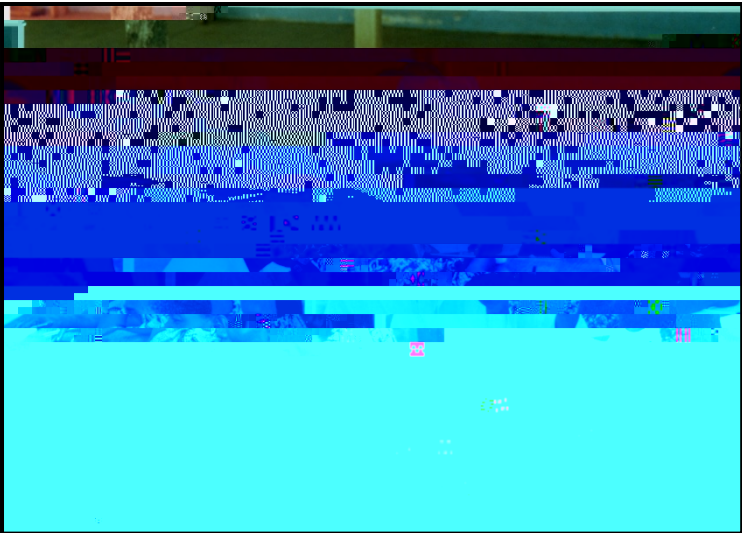
(iii) Stratégie appliquée

La stratégie retenue pour le projet vise à encourager la participation populaire à la démocratisation des institutions de base et à l'instauration d'un Etat de droit priorisant comme population cible les groupes vulnérables analphabètes et sans une vraie culture de participation civique et politique. Dans le contexte politique tchadien actuel, cette option s'inscrit dans les défis du processus de décentralisation qui constitue un référent pour une importante partie de la population sachant que les collectivités territoriales décentralisées¹² sont appelées à exercer un rôle actif dans la gouvernance et le développement locale et veulent atteindre une plus grande participation démocratique.

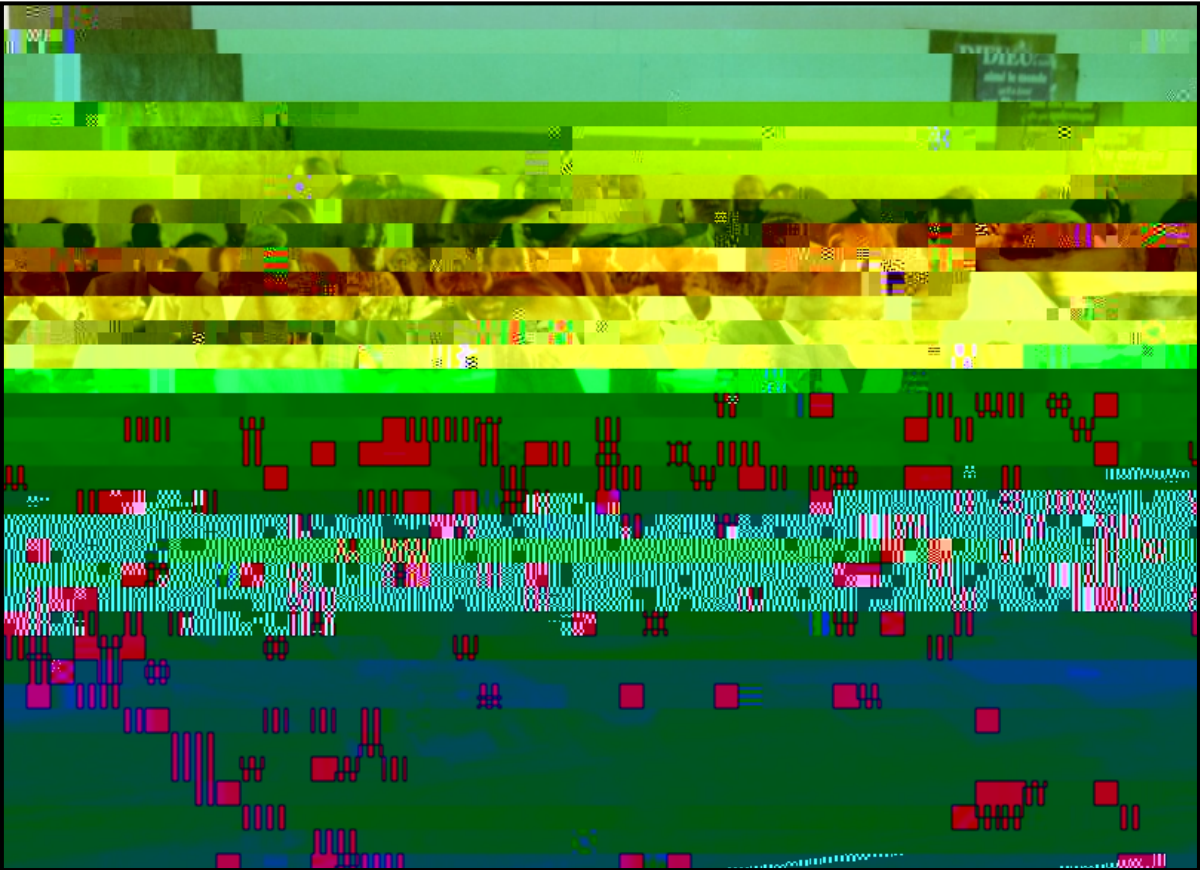
¹¹ La méthodologie de Paulo Freire a été conçue spécifiquement pour alphabétiser les populations vivant an pauvreté dans les milieux ruraux. Son efficacité et pertinence a été suffisamment prouvé par plusieurs études et recherches effectuées dans ce domaine.

¹² La Constitution adoptée en mars 1996 par référendum prévoit conformément dans son Titre 11 la création « Des collectivités territoriales décentralisées » dotées de la personnalité morale. Elles bénéficient d'une autonomie administrative, financière, patrimoniale, économique, culturelle et sociale.

IV.



consenti des sacrifices excessifs, en plus de leurs occupations habituelles. Ce fait a inévitablement affecté l'efficacité des interventions réalisées. En outre, le suivi stratégique qui permet d'apprécier la qualité et les effets des actions menées s'est vu limité en raison de l'insuffisance de personnel. Il faut souligner que cette situation pourrait rendre précaire les résultats et l'impact du projet. Les bénévoles n'ont pas d'obligations directes envers le projet alors que les structures mises en place (centres d'alphabétisation, cellules de base des OSC et Observatoire) exigeraient un suivi plus appliqué et permanent.



d'intégration au groupe. Malgré l'étroitesse des locaux, elles s'arrangent pour que chacune puisse à son tour utiliser les machines d'apprentissage.

Les femmes visitées au centre de Walya ont prouvé leurs capacités d'appropriation, de pérennisation et de démultiplication des apprentissages. Elles ont exprimé clairement des suggestions pour optimiser le projet dans ses orientations futures. Deux enseignantes animatrices rencontrées ont même élaboré une fiche de sondage dans le but de mener une enquête auprès des femmes et autres cibles dans les centres d'alphabétisation du projet sur les besoins actualisés et les priorités. Ceci pour aider FONDE à mieux tenir compte des desiderata dans la poursuite de ses activités. Deux autres femmes enseignantes qui n'ont pas participé aux activités du projet mais qui ont été seulement sensibilisées, proposent d'utiliser leurs créneaux scolaires dans leur école située dans un quartier où la mixité en classe est réprouvée et où de fortes contraintes sont imposées aux filles scolarisées. Elles sont déterminées à vulgariser le contenu des livrets pédagogiques du projet en vue de sensibiliser et conscientiser leurs élèves dont les filles sont en effectif notable.

En outre, certains partis politiques ayant bénéficié des formations du projet, ont développé leurs propres stratégies de vulgarisation auprès de leurs militants. De cette manière, ils escomptaient être plus à même de défendre leurs votes, de ne pas se laisser voler leur victoire le cas échéant. Les partis politiques ont pu comprendre qu'ils n'étaient pas des

ses mrisates,du projet qa

d'alphabétisation s'inscrivent davantage dans la durabilité grâce à l'important travail d'alphabétisation fonctionnelle pour les populations tandis que les cellules OSC et l'Observatoire représentent des répondants pour des citoyens ayant pris conscience de leurs droits. La combinaison de ces deux angles d'approche pourrait influencer positivement sur leur durabilité. Néanmoins ceci n'exclut pas l'identification d'autres facteurs qui confirmeraient ou contrediraient ce constat.

Il importe de souligner également que, dans la phase actuelle des élections de 2011 (législatives, présidentielles puis locales), les outils de support, par leur adaptabilité, peuvent continuer à être utilisés par FONDE, ses démembrés ainsi que ses partenaires locaux (les membres des OSC villageoises, les membres des partis politiques et d'autres réseaux éventuels) sans coût financier particulier. Cependant, il faut être conscient que le nombre de documents à disposition demeure limité par rapport à l'ampleur des besoins et des demandes exprimés.

L'approche qualitative qui a été priorisée par le projet nécessite d'inscrire les actions dans le temps et de tenir compte des rythmes et processus différents des publics bénéficiaires. A l'heure actuelle, ceux-ci n'ont pas atteint un stade qui permettrait de garantir la durabilité des initiatives entreprises. En effet, ils nécessitent encore un accompagnement afin de consolider leurs acquis.

En ce sens, les évaluateurs regrettent que le programme n'ait pas prévu de manière explicite une concertation avec les initiatives/programmes menés par d'autres acteurs actifs autour de domaines d'intervention similaires. Les zones actuelles du projet présentent une société civile importante, forte et dynamique, im

V. Cb

Sur la base des questions d'évaluation analysées et des constats réalisés durant la mission, les évaluateurs présentent ici une synthèse de leurs conclusions.

(i) Contribution au renforcement du processus de démocratisation du pays

Ce projet constitue l'unique projet d'éducation à l'accès et à l'exercice des droits civiques et politiques au niveau des OSC de base et des groupes vulnérables notamment les femmes. Deux points forts doivent être soulignés ; d'une part, ce projet a mis en place des dispositifs très concrets de sensibilisation et formation sur la participation des citoyens au processus électoral : toutes les étapes du processus sont clairement expliquées aux bénéficiaires. Dès lors, des résultats sont tangibles : inscription des citoyens (notamment les femmes), présentation des femmes en tant que candidates, organisation des femmes dans le but de faire campagne pour des candidates féminines...

D'autre part, le projet a fait un choix stratégique de cibler son intervention auprès des groupes les plus vulnérables (les femmes en particulier car la participation des hommes est peu présente dans le projet) dans le milieu rural. Ce projet a donc le mérite de toucher des populations marginalisées peu conscientes de leurs droits en matière d'élection notamment. On constate que le projet a réussi à dispenser une formation et sensibilisation concrète les conscientisant sur l'importance de leur implication. De plus, on constate une démultiplication de ces sensibilisations par les animateurs autochtones dans d'autres zones.

Néanmoins, on remarque une demande d'intégration au sein du projet de la part du public « jeunes », également sujet à une situation de pauvreté due à un chômage et un degré d'analphabétisme importants.

(ii) Volonté d'articulation entre la société civile et les acteurs politiques

La stratégie mise en œuvre par les responsables de la FONDE a permis de créer une dynamique de rapprochement entre les acteurs de la société civile et des partis politiques (lors de rencontres de sensibilisation, séminaires de formation, ...). Un effet globalement positif du projet est d'avoir réussi à minimiser la méfiance des autorités (gouverneurs et autres autorités locales, partis politiques) et même de certaines populations par une approche de contacts directs, de persuasion et d'implication de ces dernières aux activités.

C'est un préalable indispensable pour créer un environnement local favorable à la participation civique. Pour être pérenne, cet acquis doit encore faire l'objet de renforcement.

(iii) Assise de la FONDE dans le domaine de la promotion des droits humains et de la démocratie

Les évaluateurs veulent souligner que l'ancrage de la FONDE dans le concert d'acteurs concernés par la promotion de la démocratie, justice et transparence des processus électoraux a été un des facteurs favorables à la réussite du projet. La qualité et l'engagement des cadres, la complémentarité disciplinaire de la FONDE ont permis l'instauration de relations de confiance et de respect avec des acteurs de différents profils et orientations (société civile, partis politiques). Ceux-ci ont participé aux séminaires et utilisent les matériaux de sensibilisation dans leurs campagnes ou formations des électeurs.

contribuer à améliorer les conditions de vie des bénéficiaires qui restent la grande finalité du développement.

Concrètement, il conviendrait d'analyser dans quels secteurs il y a des projets et/ou des programmes sectoriels qui opèrent dans les zones d'intervention et appuyer le tissu associatif dans la construction d'un partenariat actif avec eux. En outre, il serait pertinent d'évaluer les synergies potentielles avec d'autres acteurs du développement ainsi que CIEL, le PAG, la stratégie droits Humains. Enfin, il serait recommandé d'accroître la collaboration avec les partenaires techniques et financiers et en particulier avec ceux engagés dans le renforcement de la participation à la vie démocratique. (en relation avec les conclusions ii et iii).

- (vii) Renforcer les capacités institutionnelles de la FONDE pour améliorer la qualité de la gestion, la performance et l'impact de l'intervention

Dans l'optique des futures demandes de financement auprès des bailleurs, il paraît primordial que FONDE prévoit un minimum de postes de ressources humaines budgétisés, de manière à assurer une gestion et un suivi permanente et de qualité. (en relation avec la conclusion v).

Valeurs

A la sortie d'une visite du centre d'alphabétisation, un groupe de jeunes interpelle les évaluateurs en leur demandant pourquoi le projet s'occupe

- (viii) Considérer l'intégration du groupe bénéficiaire « Jeunes » et la dimension « genre »

VII.

De manière globale, les évaluateurs estiment que la contribution du projet est particulièrement appréciable étant donné le contexte tchadien actuel de préparation de ses quatrièmes élections nationales.

Lors des élections précédentes, les populations marginalisées étaient pratiquement effacées

zones d'intervention du projet. Néanmoins des formateurs travaillant dans les zones rurales ont été interviewés.

IX.ANNEXES

Annexe 1 : Q1

| | | |
|-------|----|--|
| C&CAD | Q1 | |
|-------|----|--|

| | | |
|---------------------------|---|---|
| | de procédés et de mécanismes soutenant le rôle de la société civile dans son soutien à la démocratisation ou à la promotion directe de la démocratie? | <p>acteur de démocratisation et de renforcement de l'exercice de la citoyenneté des groupes de base (degré de participation des femmes, des groupes vulnérables et des personnes alphabétisées aux Cellules des OSC rurales) ;</p> <p><i>f</i> Quels sont les effets et les impacts observés (prévus ou inattendus) sur les bénéficiaires, qui ont contribué à développer et renforcer une culture démocratique et de participation?</p> <p><i>f</i> Dans quelle mesure et par quelles pratiques le projet a contribué à promouvoir et à renforcer une gouvernance locale satisfaisante, notamment au niveau des Cellules des OSC de base?</p> <p><i>f</i> Dans quelle mesure les groupes bénéficiaires sont capables d'organiser des activités de démultiplication dans leur milieu, contribuant ainsi au développement d'un environnement favorable aux pratiques démocratiques ?</p> |
| Durabilité | Dans quelle mesure le projet tel qu'établi et mis en œuvre a-t-il créé ce qui vraisemblablement constituera un élan continu en faveur de la démocratisation? | <p><i>f</i> Dans quelle mesure les actions développées ont-elles contribué au renforcement effectif des capacités des acteurs et des groupes cibles, notamment des organisations de base et des groupes vulnérables?</p> <p><i>f</i> Quel est le degré d'appropriation de l'entité bénéficiaire (FONDE) et de ses partenaires, à accompagner et animer les organisations de la société civile dans son rôle de promotion directe de la démocratie et de la citoyenneté, une fois le projet terminé ?</p> <p><i>f</i> Est-ce que les résultats positifs du projet sont susceptibles de perdurer après la fin du projet?</p> |
| La valeur ajoutée du FNUD | Qu'est ce que le FNUD a accompli via ce projet qui n'aurait pu être accompli via un autre projet, une autre source de financement ou d'autres agences exécutrices (gouvernement, ONG, etc.) ? | <p><i>f</i> Quelle est la valeur ajoutée (autre que financière) apporté par ce projet (FNUD) à l'organisation bénéficiaire (FONDE) et à ces partenaires ? En quoi et comment le projet contribue-t-il à renforcer leurs capacités institutionnelles pour formuler des futurs projets et demandes de financements ?</p> <p><i>f</i> Qu'est ce que le FNUD a accompli via ce projet qui n'aurait pu être accompli via un autre projet, une autre source de financement ou d'autres agences exécutrices (gouvernement, ONG, etc.) ?</p> <p><i>f</i> Avoir bénéficié d'un financement du FNUD a-t'il aidé à l'organisation bénéficiaire (FONDE) et à ces partenaires, à établir des collaborations et des synergies avec autres acteurs (y compris des bailleurs) intervenant dans des domaines similaires dans le pays ;</p> |

Annexes :

Documents de programmation et de gestion du projet :

- f* Document de Formulation du Projet (Contrat), du 22/09/2008 ;
- f* Rapport intermédiaire d'exécution de Projet, Deuxième Cycle, UNDEF ;
- f* Rapport Final Narratif du Projet ;
- f* Cadre Conceptuel et Méthodologique de la Participation démocratique et citoyenne des populations à la base par l'alphabétisation dans les zones d'intervention de la Fondation pour la Démocratie et le Développement au Tchad, FONDE, Janvier 2009 ;
- f* Réflexion sur l'organisation et la mise en place d'un Observatoire des consultations électorales au Tchad, Juin 2009 ;
- f* Compte Rendu de la session de réflexion sur l'organisation et la mise en place d'un Observatoire des consultations électorales au Tchad, Juin 2009 ;
- f* Programme du Séminaire de formation des alphabétiseurs en démocratie et citoyenneté au Tchad, Juin 2009 ;
- f* Fiches d'enquête et de monitoring;
- f* Information additionnelle sur l'évaluation, UNDEF- Transtec, Février 2010 ;

Publications et matériaux d'appui aux activités de sensibilisation et de formation élaborés dans le cadre du projet :

- f* Manuel sur les libertés, les droits et les devoirs du citoyen ;
- f* Matériel conçu pour l'animation des cours d'alphabétisation des femmes et des groupes vulnérables :
 - Panneaux sur les droits de la femme pour l'animation des cours d'alphabétisation des femmes dans les villages et en zones périurbaines ;
 - Posters destinés à la sensibilisation des masses sur la participation de la femme au processus de la démocratisation ;
 - Cassettes vidéo sur les contentieux électoraux ;
 - Brochures en bandes dessinées sur les principes d'éligibilité, les modes des élections démocratiques, la participation et le contentieux électoraux.

Autres documents

- f* Accords du 13 Août 2007, Lois et Décrets régissant les élections au Tchad, Commission Electorale Nationale Indépendante, République du Tchad, N'Djamèna, 2007 ;
- f* Rapport d'observation de l'affichage des listes électorales, CIEL, Coalition Indépendante pour des Elections Libres, N'Djamèna, Tchad, Janvier 2011 ;
- f* Rapport d'Amnesty International « Les Droits humains en République du Tchad », Tchad, 2010 ;
- f* Rapport du Forum National sur les droits de l'homme au Tchad : Une opération de séduction à l'endroit de la Communauté Internationale, Association pour la promotion des Libertés Fondamentales au Tchad (APLFT) ;
- f* Programme d'Appui au processus électoral (PARSET), Délégation de l'Union Européenne en République de Tchad ;
- f* Nations Unies « surveiller le processus électoral au Tchad à l'instar de la Côte d'Ivoire », Daniel Hongramngaye, N'Djamèna, Décembre 2010 ;
- f* Rapport de l'Atelier d'Harmonisation des approches d'intervention en développement local en lien avec la décentralisation, CPPL, SWISSAID, N'Djamèna, Tchad, Juillet 2008;
- f* Enquête de Consommation des Ménages et du Secteur Informel au Tchad-2003 ;
- f* Document de Stratégie Nationale de Réduction de la Pauvreté (DSRP), N'Djamèna, Tchad, Juin 2003 ;

Annexe : Personnel

Membres de l'équipe du Projet et de FONDE

| NOM, Prén | RFP | FONDE |
|-----------------------|---|---|
| MBAIAMMADJI Beain | <i>f</i> Directeur du Projet <i>f</i> Président de la FONDE <i>f</i> Chef de l'Antenne à N'Djamena/ Formateur | <i>f</i> Administrateur Parlementaire (Directeur des Affaires administratives et législatives à l'Assemblée Nationale) <i>f</i> Philosophe politique/Juriste |
| YOUDI GORINY Honorine | <i>f</i> Assistant administratif de l'Antenne de N'Djamena | <i>f</i> Secrétaire de Direction |
| MBAIBAREM Joël | <i>f</i> Conseiller de la FONDE <i>f</i> Chercheur documentaire | <i>f</i> Economiste/ Juriste <i>f</i> Assistant politique à l'Ambassade des Etats-Unis |
| GNANHA Joseph | <i>f</i> Administrateur du projet <i>f</i> Vulgarisateur dans les Cellules villageoises <i>f</i> Membre de la FONDE | <i>f</i> Financier / Enseignant |
| DJEKOLOBE Djeteube | <i>f</i> Alphabétiseur <i>f</i> Animateur cellules villageoises | <i>f</i> Philosophe politique <i>f</i> Enseignant |
| BEMBATEM Victor | <i>f</i> Animateur cellules villageoises <i>f</i> Vulgarisateur | <i>f</i> Enseignant |
| LOBO Morienne | <i>f</i> Administrateur du projet <i>f</i> Responsable des émissions radio | <i>f</i> Communicatrice <i>f</i> Journaliste à FM Liberté (Radio des associations de la société civile) |
| NEKARNODJI Myriam | <i>f</i> Responsable de l'animation des groupes de femmes <i>f</i> Formatrice des femmes | <i>f</i> Assistante sociale <i>f</i> Responsable de l'encadrement des femmes prisonnières au Ministère de la Justice |
| NERIBARLEM Odette | <i>f</i> Responsable de l'animation des groupes de femmes <i>f</i> Formatrice des femmes | <i>f</i> Assistante sociale <i>f</i> Responsable du Programme puériculture, Ministère de l'Action sociale et de la promotion |

Am : L66

| | | | | | | | |
|----|----------|------------|----|----|----|----|-----------|
| 09 | Tandjilé | Dono-Manga | 40 | 31 | 09 | 40 | 00 |
| | | Guidari | 45 | 30 | 15 | 42 | 03 |
| | | Béré | 50 | 39 | 11 | 50 | 00 |
| | | Batchoro | 20 | 20 | 00 | 20 | 00 |
| | | Bologo | 20 | 19 | 01 | 20 | 00 |
| | | Delbian | 15 | 15 | 00 | 15 | 00 |
| | | Dafra | 21 | 18 | 03 | 21 | 00 |
| | | Moundou | 60 | 45 | 15 | 56 | 04 |
| | | Koutou | 30 | 30 | 00 | 30 | 00 |
| | | Bémian | 20 | 20 | 00 | 18 | 02 |
| | | Tilo | 20 | 16 | 04 | 20 | 00 |
| | | Dobara | 20 | 14 | 06 | 20 | 00 |
| | | Mballa | 45 | 32 | 13 | 45 | 00 |
| | | Mbalkabra | 60 | 35 | 25 | 60 | 00 |
| | | Déli | 35 | 30 | 05 | 31 | 04 |
| | | Krim-Krim | 52 | 37 | 15 | 51 | 01 |
| | | Ndoguindi | 15 | 15 | 00 | 15 | 00 |
| | | Togero | 25 | 22 | 03 | 25 | 00 |

| | | | | | | | |
|--|--|-------|----|----|----|----|-----------|
| | | Mékab | 20 | 14 | 06 | 20 | 00 |
|--|--|-------|----|----|----|----|-----------|

| | | | | | | | |
|-------------------|-----------------|----------|------|------|----|----|-----------|
| 05 | Logone Oriental | Doba | 60 | 25 | 35 | 47 | 13 |
| | | Bébédjia | 50 | 45 | 05 | 50 | 00 |
| | | Goré | 30 | 30 | 00 | 30 | 00 |
| | | Mbikou | 25 | 24 | 01 | 24 | 01 |
| | | Miandoum | 25 | 23 | 02 | 25 | 00 |
| TOTAL : 60 | | | 1995 | 1624 | | | 3% |

